L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DU CONSEIL GENERAL — NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 23 MARS 1848.

Imprimé et publié par
MAGNE & WEISSE.
Rue Royale, entre Chartres et Nos. 13, rue du Comp.

NOUVELLE-ORLEANS:
JEUDI MATIN, 23 MARS 1848.

POUR MAIRE:
A. D. CROSSMAN.

LE PRÉSENT ET L'AVENIR.

Le calme le plus parfait règne actuellement dans le monde politique. Ordinairement l'année où le peuple élit un président est une année orageuse. Longtemps avant le grand jour des élections, les partis, animés par l'espoir du triomphe, se donnent une organisation militante et ouvrent la lutte avec une énergie extraordinaire. Il n'en est pas de même cette fois. Les secousses tumultueuses de 1840 et de 1844 ne se renouvelèrent en 1848 que sur une petite échelle, et faut juger de l'avenir d'après les indications du présent.

Ce calme peut s'expliquer de diverses façons. Les vieilles questions qui divisaient jadis les partis ont perdu de leur actualité. Les grandes mesures financières qui préoccupaient l'esprit public, il y a quelques années, et qui sont intimement liées aux intérêts commerciaux du pays, ont cessé d'être le texte des discussions publiques. Le même moyen auquel on s'est arrêté à cette époque, concilie ces légitimes exigences, mais il satisfait aux nécessités du moment et l'on ne songe pas à lui substituer un autre système. L'administration fiscale du gouvernement, qui exerce une influence si incontrôlable sur les affaires monétaires de l'Union, s'est engagée dans une voie qui ne nous semble pas la meilleure, mais dont l'avenir seul démontrera la sagesse ou l'imprudence.

Toutes les banques et le tarif ne sont pas un symbole politique. La guerre elle-même, dont les gros chefs espèrent se faire un marchepied dans la lutte prochaine, n'y pourra probablement qu'un rôle médiocre. Si des relations amicales se rétablissent entre le Mexique et les États-Unis, ce qui semble en ce moment plus qu'un rêve des Mexicains, ceux-ci ne pourront de leur côté, se rendre coupables, les deux pays, vaincus et démoralisés, n'auront pour demander une guerre à gouverner telle que peut la faire un homme comme Polk, et telle que l'exigeraient les circonstances nouvelles où nous nous trouvons placés.

Une autre cause à laquelle doit être attribuée l'inaction des partis, c'est l'ignorance où l'on est encore des candidats qui seront désignés. On ne sait pas encore plus d'une douzaine de noms qui ont été mis en avant. Longtemps avant le grand jour des élections, les partis, animés par l'espoir du triomphe, se donnent une organisation militante et ouvrent la lutte avec une énergie extraordinaire. Il n'en est pas de même cette fois. Les secousses tumultueuses de 1840 et de 1844 ne se renouvelèrent en 1848 que sur une petite échelle, et faut juger de l'avenir d'après les indications du présent.

Ce calme peut s'expliquer de diverses façons. Les vieilles questions qui divisaient jadis les partis ont perdu de leur actualité. Les grandes mesures financières qui préoccupaient l'esprit public, il y a quelques années, et qui sont intimement liées aux intérêts commerciaux du pays, ont cessé d'être le texte des discussions publiques. Le même moyen auquel on s'est arrêté à cette époque, concilie ces légitimes exigences, mais il satisfait aux nécessités du moment et l'on ne songe pas à lui substituer un autre système. L'administration fiscale du gouvernement, qui exerce une influence si incontrôlable sur les affaires monétaires de l'Union, s'est engagée dans une voie qui ne nous semble pas la meilleure, mais dont l'avenir seul démontrera la sagesse ou l'imprudence.

Toutes les banques et le tarif ne sont pas un symbole politique. La guerre elle-même, dont les gros chefs espèrent se faire un marchepied dans la lutte prochaine, n'y pourra probablement qu'un rôle médiocre. Si des relations amicales se rétablissent entre le Mexique et les États-Unis, ce qui semble en ce moment plus qu'un rêve des Mexicains, ceux-ci ne pourront de leur côté, se rendre coupables, les deux pays, vaincus et démoralisés, n'auront pour demander une guerre à gouverner telle que peut la faire un homme comme Polk, et telle que l'exigeraient les circonstances nouvelles où nous nous trouvons placés.

Une autre cause à laquelle doit être attribuée l'inaction des partis, c'est l'ignorance où l'on est encore des candidats qui seront désignés. On ne sait pas encore plus de douze